

Alors que le conflit à Gaza est dans l'impasse et que la tension monte au Sud du Liban, les problèmes internes se multiplient en Israël, qui semble avoir perdu la bataille du récit.

Félix Flores, journaliste international, *La Vanguardia*.

LA DÉFAITE DU RÉCIT ISRAËLIEN À GAZA

L'Occident a épuisé les euphémismes pour décrire la bande de Gaza ces derniers mois, au-delà de l'annonce quotidienne de la mort de Palestiniens – quelques 38 000 à l'heure où nous écrivons ces lignes – comme s'il s'agissait d'une catastrophe naturelle. Pourtant, comme l'a souligné Pankaj Mishra, rappelant Blinne Ní Ghrálaigh, avocate irlandaise et représentante de l'Afrique du Sud à la Cour internationale de justice (CIJ) de La Haye, jamais auparavant autant de personnes n'avaient été témoins en temps réel d'un massacre à l'échelle industrielle. Ses victimes, en l'absence d'accès à la presse étrangère, « diffusent leur propre destruction », a déclaré Ní Ghrálaigh. Et cela inclut une centaine de journalistes gazaouis.

Après neuf mois, les détails des pénuries de nourriture, de médicaments, d'eau potable, d'assainissement, de soins médicaux, etc., sont connus, mais pas dans toutes leurs conséquences, car ni les Nations unies ni les organisations humanitaires qui ont été autorisées à entrer à Gaza (pratiquement les seules sources d'information disponibles) n'ont la capacité suffisante pour les évaluer. Mais s'il suffisait d'avoir une idée générale de ce qu'implique cette guerre à Gaza, il faut rappeler que l'État d'Israël est internationalement reconnu comme l'occupant d'un territoire et qu'il est donc responsable de la sécurité et du bien-être de sa population, qui – et c'est là la grande particularité – n'a pas la moindre possibilité d'échapper ou de se mettre réellement à l'abri des bombes lancées par ce même État.

Il convient également de rappeler que la situation n'est pas entièrement nouvelle, si ce n'est par son am-

pleur en termes de temps, de destruction et de mortalité. Les années 2005, 2006, 2008-2009, 2012 et 2014. C'est la succession des guerres et des campagnes militaires israéliennes à Gaza depuis le « désengagement » décidé par le gouvernement d'Ariel Sharon en 2005, qui a impliqué l'évacuation ou l'expulsion forcée des colons juifs et a laissé la bande de Gaza comme un espace isolé par des murs de béton, des clôtures et des barbelés, et surveillé par des caméras, des systèmes électroniques, des drones et les forces armées. Un mur que le Hamas a franchi le 7 octobre 2023, déclenchant le massacre de 1 200 Israéliens et l'enlèvement de 251 autres.

En juin dernier, cela faisait 20 ans que la construction du mur entre la Cisjordanie et Jérusalem avait commencé. L'évacuation et la fermeture de Gaza s'inscrivaient dans la continuité de cette politique de « séparation ». Peu de gens l'ont dénoncé comme une action décisive dans un processus d'*apartheid* revigoré par l'échec des négociations de Camp David. Israël a réussi à convaincre le monde qu'il y avait une « frontière » à Gaza, un argument qui a été renforcé lorsque les factions palestiniennes ne sont pas parvenues à s'entendre après la victoire électorale du Hamas en 2006 et qu'Israël a imposé un blocus strict à la bande de Gaza dans tous les aspects de la vie. Le Hamas s'est érigé en défenseur des Palestiniens pour tout ce qui pourrait se passer en Cisjordanie ou à Jérusalem. Et de là, les guerres successives évoquées précédemment.

Israël n'a jamais, ni même aujourd'hui, nié ou corrigé les bilans des morts, qu'ils soient fournis par l'ONU ou le Hamas. De fait, il les accepte sur la base d'une estimation



Manifestation contre le gouvernement Nétanyahou. Tel Aviv, 22 juin 2024./EYAL WARSHAVSKY/SOPA IMAGES/LIGHTROCKET VIA GETTY IMAGES

de 1,5 victime civile palestinienne pour chaque milicien du Hamas ou du Djihad islamique tué. Si l'on considère à nouveau le nombre total de victimes, on peut tirer des conclusions. Mais il y a une explication à tout.

« Avec le temps, cependant, la solidarité sans précédent avec Israël au début de la guerre est devenue un fardeau politique, juridique et moral pour les gouvernements occidentaux pro-israéliens », a écrit Ramzy Baroud. L'interdiction des manifestations pro-palestiniennes est difficilement défendable aujourd'hui, alors que les procès en cours devant la Cour pénale internationale (CPI) et la CIJ, ainsi que le rapport de la commission d'enquête des Nations unies du 12 juin – qui parle de « crimes contre l'humanité d'extermination, de meurtre, de persécution fondée sur le genre ciblant les hommes et les garçons palestiniens, de transfert forcé, d'actes de torture et de traitements inhumains et cruels » – sont des phénomènes sans précédent et peuvent être l'expression du fait que, au moins cette fois, Israël est en train de perdre la bataille du récit.

Mais le degré d'imperméabilité d'Israël à l'égard de l'opinion publique mondiale n'est comparable qu'à la méconnaissance du conflit de la part de l'autre partie, par désinformation ou par négligence. En ce sens, l'événement majeur de ces derniers mois – la reconnaissance d'un État palestinien par l'Espagne, l'Irlande et la Norvège – a une signification purement symbolique. Les Palestiniens peuvent ou non l'apprécier comme un pas en avant ; pour les Israéliens, il peut s'agir d'une nouvelle brique dans le mur qui les sépare du monde qu'ils considèrent être contre eux, malgré le traitement préférentiel dont ils bénéficient de la part de la communauté internationale, qui n'a imposé aucune sanction à l'État hébreu.

La question n'est pas tant de savoir si le gouvernement israélien est en train de perdre la bataille du récit, comme certains le pensent, mais plutôt de savoir s'il s'en préoccupe vraiment.

Suite à la reconnaissance de l'État palestinien par les trois pays, le ministère israélien des Affaires étrangères a convoqué leurs ambassadeurs pour visionner les images du massacre de civils par le Hamas le 7 octobre et les a filmés à cette occasion, ce qui constitue un acte pour le moins anti-diplomatique. La tentative d'orchestrer une campagne contre le procureur de la CPI, Karim Khan, pour avoir demandé l'arrestation de Benjamin Nétanyahou et de son ministre de la Défense, Yoav Gallant, et la révélation que le Mossad a menacé son prédécesseur, Fatou Bensouda, vont dans le même sens. Ainsi, les mots de Michel Warschawski en 2002 gardent toute leur pertinence : « Confronté à un monde qui apparaît à ses yeux comme totalement (ou presque) antisémite, Israël ne peut plus dialoguer avec l'opinion publique internationale, qu'elle soit de droite ou de gauche, pro-palestinienne ou même motivée par un souci sincère de l'avenir d'Israël. Toute critique, même la plus modérée, est perçue à travers le prisme déformant de l'antisémitisme ».

PROBLÈMES INTERNES

Le récit officiel d'Israël est autoréférentiel, d'autant plus que le pays s'est orienté depuis 20 ans vers un modèle militaro-religieux dans lequel les fondamentalistes juifs et les ultranationalistes ont pris plus de poids qu'ils n'en ont jamais eu depuis 1948. Ils constituent aujourd'hui la base qui soutient Nétanyahou.

Politicien endurci, incombustible s'il en est, parfois qualifié d'aventurier irresponsable, Nétanyahou ferait traîner la guerre et refuserait un accord d'échange d'otages israéliens contre des prisonniers palestiniens, uniquement pour son profit personnel, afin d'éviter que

son gouvernement ne s'effondre avec une fin de guerre indéterminée et qu'il ne finisse en prison pour ses prétendus crimes de corruption. Voilà ce qu'a dit, dans une récente interview, un Joe Biden désabusé, dans une déclaration tout à fait inhabituelle qui illustre le « fardeau » dont parle le Palestinien-Américain Ramzy Baroud.

La démission, le 9 juin, de Benny Gantz, ministre sans portefeuille, du gouvernement d'urgence du 7 octobre et du dit cabinet de guerre, est un autre signe de détérioration. Gantz, général à la retraite et exemple classique d'un militaire israélien reconverti en homme politique, est le plus grand rival du premier ministre depuis les premières élections de 2019, de sorte que son abandon peut être compris comme de l'opportunisme, puisqu'il a demandé en même temps à se rendre aux urnes. Mais c'est là l'expression d'autre chose. Avec sa démission, Gantz se mettait à l'abri des flammes à un moment où les rues s'embrasent en Israël à cause du refus de négocier avec le Hamas les conditions proposées par Biden pour la libération des otages et impliquant un cessez-le-feu qui mènerait à la fin de la guerre. Les manifestations du samedi, dirigées contre Nétanyahou, ont atteint leur apogée le 22 juin, avec des dizaines de milliers de personnes à Jérusalem, Tel Aviv et dans d'autres villes.

Le général Gantz, interlocuteur régulier de Washington, a affirmé soutenir l'initiative de Biden. En réalité, il y a eu une confusion délibérée. À peine une semaine avant la déclaration de Biden, les négociateurs israéliens ont présenté aux médiateurs, les États-Unis, l'Égypte et le Qatar, un plan d'accord comportant deux variantes. Alors que le Hamas évitait de se prononcer tant qu'Israël n'arrêterait pas son offensive sur la ville de Rafah – qui consistait à l'époque à occuper le corridor dit de Philadelphie, parallèle à la frontière égyptienne, pour détruire les tunnels d'approvisionnement des milices –, Nétanyahou déclarait qu'aucun accord ne mettrait fin à la guerre. Ce n'était pas la première fois que ce genre de contradiction se produisait. Lorsque Biden a parlé, personne n'a prêté attention à son affirmation selon laquelle il s'agissait d'un plan israélien en premier lieu.

D'autre part, le prétexte invoqué par Gantz pour tenter de provoquer une crise au sein du gouvernement Nétanyahou n'est pas arrivé à bon port. Il a déclaré qu'il démissionnait parce que Nétanyahou n'avait pas prévu le « jour d'après » à Gaza et qu'il menait ainsi le pays au désastre. Il a insisté sur le fait qu'après le retour des otages et la « démilitarisation » de la bande, une administration internationale devrait y être établie avec la collaboration des Américains, des Européens et des pays arabes (Égypte, Arabie saoudite, Émirats arabes unis...). Rappelons que dès les premières semaines de la guerre, la figure de Mohammed Dahlan est réapparue dans les spéculations médiatiques comme un homme providentiel pour Gaza. Dahlan bénéficie de la confiance des EAU (où il s'est réfugié après avoir fui le contre-coup d'État du Hamas à Gaza en 2007), et les EAU sont amis d'Israël. Mais Washington mise sur une Autorité palestinienne « renouvelée » pour reprendre en charge Gaza.

L'Autorité palestinienne est peut-être un gouvernement en carton – soumis au pouvoir israélien en Cisjordanie, corrompu et discrédité parmi les Palestiniens – mais son existence même est une nuisance pour

Israël aujourd'hui. La possibilité de son retour à Gaza constituerait une reconnaissance et n'évoquerait rien de moins que la solution des deux États, qui n'est pas inscrite dans le programme d'Israël. Au contraire, l'extrême droite religieuse qui soutient Nétanyahou et une majorité d'Israéliens, selon les sondages, sont favorables à la réoccupation de Gaza. Mais le faire avec toutes les garanties impliquerait un nettoyage ethnique. Et si cela n'est pas possible, parce que l'Égypte n'accepte pas l'afflux massif de réfugiés, il n'y aura pas d'autre option que le génocide...

D'un autre côté, tout le monde sait que l'éradication totale du Hamas est chimérique, et peut-être pas entièrement souhaitable. L'existence du Hamas a servi d'excuse à Israël pour ne pas négocier avec les Palestiniens. Il n'est pas nécessaire qu'il en soit autrement aujourd'hui. À moins qu'il ne s'agisse de poursuivre la guerre, tout en continuant la colonisation de la Cisjordanie pour en faire un État d'*apartheid*. Au cours de ces neuf mois, les colons armés ont progressé, plus de 550 Palestiniens ont été tués, plus de 3 000 ont été arrêtés.

UNE OFFENSIVE MILITAIRE COMPLEXE

Quoi qu'il en soit, Israël est pris dans une offensive extraordinairement complexe. L'armée a une grande expérience de la guerre urbaine qui, à Gaza, se déroule, plus que dans tout autre cas, sur quatre niveaux : en surface, dans les bâtiments, en sous-sol (les fameux tunnels du Hamas) et dans les airs, à travers les tirs de roquettes des miliciens, les bombardements aériens israéliens et l'utilisation de drones. Le tout dans un milieu surpeuplé où les civils ont peu de chance de fuir face à des unités militaires réduites dont les commandants ont toute autonomie pour prendre rapidement des décisions de vie ou de mort, non seulement parce que c'est ainsi que se déroulent les combats urbains, mais aussi parce que les soldats sont entraînés à « ne pas y réfléchir à deux fois ». Ou, pour reprendre les termes de l'association d'anciens soldats Breaking the Silence, parce que Gaza est traitée comme une immense base ennemie, ce qui signifie qu'aucune distinction n'est faite entre civils et combattants.

À tout cela s'ajoute la pression due à la présence d'otages, dont le nombre est estimé à 116 à l'heure où nous écrivons ces lignes. Le sauvetage de quatre d'entre eux dans deux bâtiments le 8 juin est le résultat d'une très longue et brillante opération d'infiltration, avec plusieurs équipes d'hommes et de femmes arabophones pour les localiser, plus d'autres équipes pour les faire sortir de Gaza, qui s'est soldée avec 274 civils tués, selon les autorités gazaouies, une centaine selon les israéliennes.

L'actuelle opération « Épées de fer » (toutes les campagnes israéliennes à Gaza portent un nom) a vu l'application à une échelle beaucoup plus grande qu'en 2014 – où un degré de destruction stupéfiant a été constaté – de la doctrine « Dahiya », qui implique une dévastation maximale et tire son nom des quartiers chiites du sud de Beyrouth bombardés en 2006, lors de ce que les Israéliens appellent la Seconde Guerre du Liban.

Les témoignages recueillis auprès de membres des services de renseignement militaire dans le cadre d'une enquête menée par les médias alternatifs israéliens *#972* et *Local Call* montrent que l'armée évalue à l'avance les



Camp de réfugiés de Deir al-Balah à Gaza./ASHRAF AMRA/ANADOLU VIA GETTY IMAGES

dommages collatéraux ou les pertes civiles qui résulteraient de l'attaque d'une cible donnée. Mais si la mort de dizaines de civils pour chaque membre du Hamas, puis d'une centaine, était autrefois considérée comme acceptable, dans la campagne actuelle, cette évaluation ne compte plus pour approuver un bombardement ; en effet, la qualité de la cible, qu'il s'agisse d'un membre éminent de l'organisation ou d'un simple milicien, n'est plus déterminante ; un bâtiment entier peut être bombardé avec toutes les conséquences que cela implique.

Rien qu'au cours des cinq premiers jours de l'offensive, 6 000 bombes ont été lancées, anéantissant des quartiers entiers. L'Observatoire euro-méditerranéen des droits de l'homme du professeur Richard Falk a estimé que 14 personnes étaient tuées chaque heure. Au cours des deux premiers mois, plus de 300 familles ont perdu au moins 10 de leurs membres, soit 15 fois plus que lors de la campagne « Bordure protectrice » de 2014. Déjà lors de l'opération « Plomb durci » en 2008-2009, au cours de laquelle 2 220 Palestiniens et 71 Israéliens ont été tués, dont cinq civils, Richard Falk, alors rapporteur de l'ONU qui serait expulsé d'Israël, avait dénoncé des « tendances génocidaires ». Aujourd'hui, il faut également compter avec la nouveauté du système Habsora qui, guidé par l'intelligence artificielle, identifie les cibles qui nécessitent une réponse immédiate de l'opérateur. Et puis il y a les bombardements de terreur, visant des bâtiments particulièrement hauts ou importants, comme la tour de télévision, qui sont censés générer une « pression civile » sur le Hamas (ce qui n'a jamais été rapporté).

Alors que la Maison Blanche ne cesse de mettre en garde contre les effets catastrophiques d'une offensive de grande envergure visant à anéantir quatre bataillons du Hamas, l'establishment militaire lui-même, dont le général Gadi Eisenkot, membre du cabinet de guerre, a indiqué que la campagne comporte une erreur stratégique de

principe et qu'elle ne permettra ni de libérer les otages ni de vaincre le Hamas, dont les miliciens sont capables de réapparaître dans n'importe quelle autre partie de la bande supposément démilitarisée mais non sécurisée. Selon Yitzhak Brik, général de réserve, l'armée n'a pas les capacités suffisantes pour mener à bien cette tâche, ce qui laisse planer le doute sur tout projet de réoccupation. L'extension de l'exemption du service militaire pour les ultra-orthodoxes venait s'ajouter à ces difficultés. Cette exemption a finalement été rejetée le 25 juin par la Cour suprême, ce qui ajoute un facteur supplémentaire à la crise politique, étant donné le soutien traditionnel des deux principaux partis religieux, le Judaïsme unifié de la Torah et le Shas – en particulier ce dernier, qui est étroitement lié au Likoud – au gouvernement.

LA MENACE DU HEZBOLLAH

C'est dans cette atmosphère d'impasse à Gaza que la guerre quotidienne de faible intensité à la frontière libanaise – avec des dizaines de milliers de personnes déplacées des deux côtés – pourrait s'intensifier, après des mois d'avertissements et de menaces creuses de la part du leader du Hezbollah, Hassan Nasrallah, et d'attaques ciblées de la part d'Israël. Il convient de rappeler qu'au cours de l'été 2006, Israël s'est simultanément trouvé confronté au Hamas pour l'enlèvement du soldat Guilad Shalit et au Hezbollah pour la capture de deux autres soldats. À Gaza, l'armée a effectué des incursions terrestres, tuant plus de 400 personnes. Les roquettes Katiusha pleuvaient sur le nord d'Israël, comme elles le font aujourd'hui, et les chars Merkava pénétraient dans le Sud du Liban. Le commandant en chef de la campagne, le général de l'armée de l'air, Dan Halutz, a bombardé et rasé les quartiers pauvres chiites de Dahiya, le substrat du Hezbollah, mais il a échoué sur le terrain. L'armée israélienne a découvert que le Hezbollah devait être pris beaucoup plus au sérieux que le Hamas. Et aujourd'hui, alors qu'elle réfléchit à la manière de gérer ses ressources, ses deux ennemis sont bien mieux préparés./